

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Colomiers, le 20 février 2026

DREAL Occitanie UID-31-09/ENV6

4 Avenue Didier Daurat CS 40331

31776 COLOMIERS CEDEX

uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

SATYS SEALING PAINTING FRANCE

Rue Jacques Grangette

31700 Cornebarrieu

Références : 2026/089

Code AIOT : 0006807332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2025 dans l'établissement SATYS Sealing Painting France implanté rue Jacques Grangette sur la commune de Cornebarrieu suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 09/08/2024 (fonctionnement des recycleurs de solvants) établi à l'issue de l'inspection du 05/12/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SATYS SEALING PAINTING FRANCE
- Rue Jacques Grangette ZAC Aéroconstellation 31700 Cornebarrieu
- Code AIOT : 0006807332 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site de SATYS SEALING & PAINTING FRANCE exploite, à proximité des usines Airbus Jean-Luc Lagardère, sur la commune de Cornebarrieu, trois hangars peinture, LS07, LS08 et LS09 dédiés respectivement à la peinture et ponctuellement à la maintenance des avions Long Range.

Les installations du site de SATYS sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 qui a abrogé l'arrêté préfectoral du 10/06/2009, suite à la construction des deux hangars supplémentaires LS08 et LS09.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Risque incendie | Eau de surface

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MEILLEURE TECHNOLOGIE DISPONIBLE	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 4.8.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté le respect de la réglementation en vigueur pour les installations de recyclage de solvants pour les lignes de production LS07, LS08 et LS09.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 09/08/2024 peut ainsi être levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MEILLEURE TECHNOLOGIE DISPONIBLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 4.8.	
Thème(s) : Risques chroniques Solvants	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 11/06/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue :	
Prescription contrôlée : 60% des solvants de purge utilisés pour nettoyer les pistolets ou les lignes de pulvérisation du revêtement sont réutilisés.	
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir remis en service le recycleur pour la ligne de production de la cabine LS07 à l'été 2025. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les photos, le justificatif de formation des opérateurs à l'utilisation de ce nouveau recycleur ainsi que le compte rendu de mise en service. Il a indiqué que le calcul du pourcentage de recyclage des solvants de purges (60% réglementaire) était réalisé par extrapolation et pouvait varier selon les opérateurs. Il s'avère que les recycleurs possèdent un compteur pour chaque ligne de production. L'exploitant a indiqué qu'une mise à jour des fiches de suivi des lignes va être appliquée, demandant ainsi aux opérateurs de relever ces compteurs avec mise à zéro à chaque changement d'avion en phase peinture afin de fiabiliser le suivi.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>L'inspection indique à l'exploitant que l'arrêté de mise en demeure datant du 09/08/2024 peut être levé.</u> L'inspection demande à l'exploitant qu'un tableau lui soit transmis, après 3 mois de suivi des recycleurs avec la fiche mise à jour, afin d'échanger dessus et adapter la méthodologie de suivi au besoin.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	Levée de mise en demeure